AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

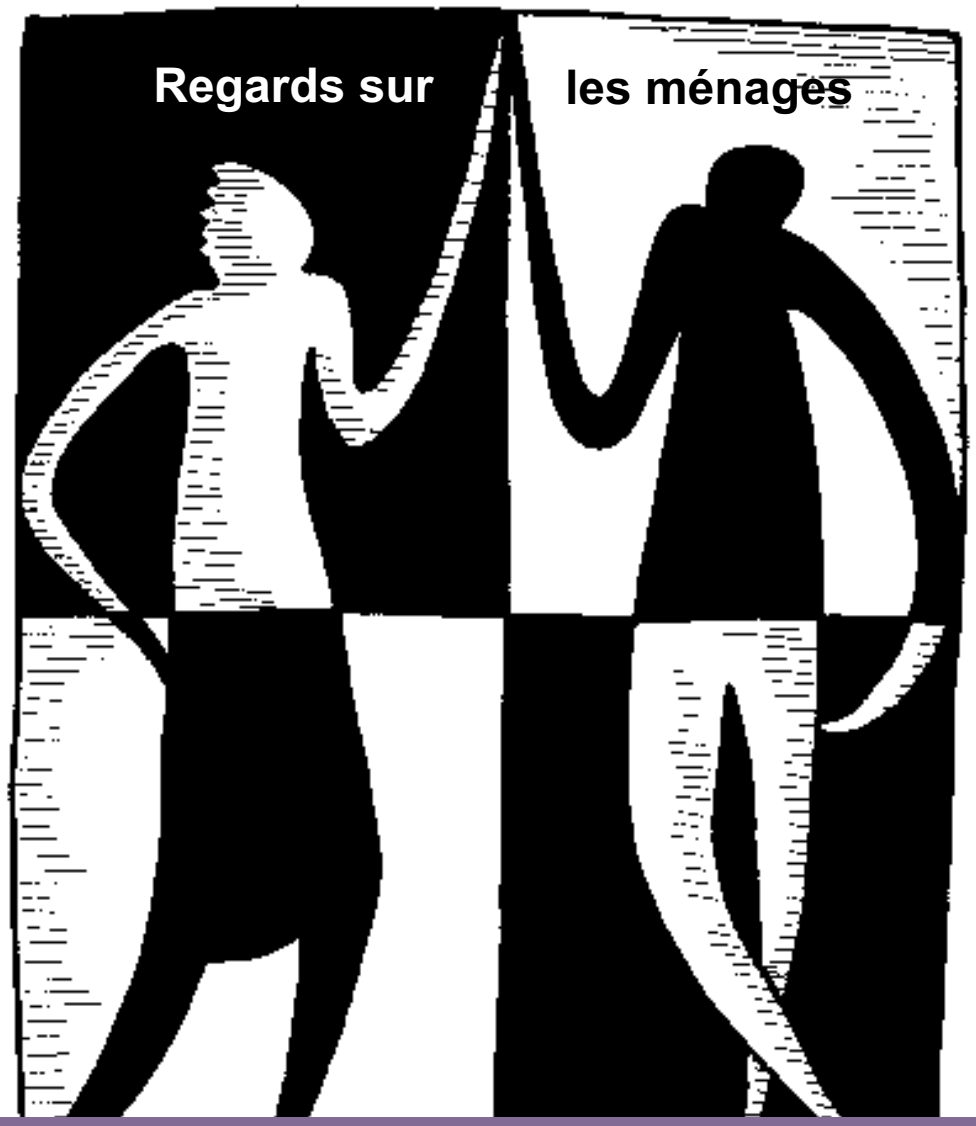
AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

IFPRI

LES FEMMES

LES FEMMES OU LA CLEF DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Octobre 2000

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

2033 K STREET NW ▪ WASHINGTON DC 20006-1002 USA ▪ 001-202-862-5600 ▪ ifpri@cgiar.org ▪ www.ifpri.org

HUIT RÉSULTATS

1 La productivité agricole augmente énormément lorsque les femmes ont accès aux mêmes niveaux d'intrants que les hommes.

En Afrique sub-saharienne, les femmes ont moins accès à l'éducation, à la main d'œuvre, aux engrais et autres intrants que les hommes. A accès égal, leur production de maïs, de haricots et de niébé augmenterait de 22%. Au Kenya, où les femmes sont peu scolarisées, une année d'éducation primaire permettrait d'augmenter les rendements du maïs de 24%.

Au Burkina Faso, les hommes et les enfants travaillent surtout dans les parcelles contrôlées par les hommes tandis que les femmes travaillent surtout dans les parcelles qu'elles contrôlent elles-mêmes. Les hommes ont un plus grand accès à la main d'œuvre extérieure et aux engrais que les femmes. Il n'est donc pas surprenant que les parcelles des femmes aient un rendement de 20 à 40% inférieur à celui des hommes. Si les intrants présentement utilisés par les hommes étaient alloués aux femmes, il serait possible d'accroître la production agricole d'un ménage de 10 à 20%.

Sources : A. Quisumbing, "Male-Female Differences in Agricultural Productivity," (Les différences hommes-femmes et la productivité agricole), *World Development* 24 (1996): 1579-1595; et C. Udry, J. Hoddinott, H. Alderman, et L. Haddad, "Gender Differentials in Farm Productivity: Implications for Household Efficiency and Agricultural Policy," (Les différences de productivité agricole dues au genre: conséquences pour l'efficacité des ménages et la politique agricole), *Food Policy* 20 (1995): 407–423.

2 La gestion des ressources naturelles est freinée par l'inégalité des droits de propriété entre hommes et femmes.

Le genre d'une personne influe sur ses droits de propriété ou les droits à utiliser et gérer ses ressources foncières. Les droits de propriété à leur tour influencent largement la gestion foncière. Les fermiers qui peuvent utiliser leur terre indéfiniment sont plus incités à la préserver et à l'améliorer que les autres. De toute évidence, la capacité des femmes à posséder ou cultiver des terres à long terme ne sera pas sans effet sur la gestion de leurs ressources naturelles.

Au Ghana, dans les régions productrices de cacao, la pratique des transferts de "cadeaux" pour acquérir des droits fonciers privés, est de plus en plus importante. En général, lorsqu'elles aident leur conjoint à développer une ferme de cacaoyers, les épouses se font payer en terre (pour lesquelles elles jouissent de droits individuels bien établis). Cependant, le niveau de compensation diffère selon le sexe. La terre est donnée aux hommes s'ils plantent 20 à 25% d'une parcelle de cacaoyers, alors que les femmes, elles, doivent en planter 40 à 50%. La pratique des cadeaux a finalement renforcé les droits des femmes. Mais il se peut que les titres de propriété formels empêchent les femmes d'acquérir des terres à travers le nouveau mécanisme des cadeaux associé à la plantation d'arbres.

Source : A. Quisumbing, E. Payongayong, J. Aidoo, et K. Otsuka, "Women's Land Rights in the Transition to Individualized Ownership: Implications for the Management of Tree Resources in Western Ghana," (Les droits fonciers des femmes en transition vers la propriété individuelle: Conséquences pour la gestion des arbres dans l'ouest du Ghana), FCND Discussion Paper 58, IFPRI, Washington, D.C., 1999.

3 Augmenter le capital humain des femmes est une des manières les plus efficaces de réduire la pauvreté.

Des études menées en Egypte et au Mozambique ont démontré que l'éducation des mères est cruciale pour réduire la pauvreté. En Egypte, où la majorité des femmes n'a reçu aucune éducation ou une éducation primaire incomplète, une augmentation du nombre de femmes qui termineraient l'éducation primaire diminuerait la part de la population vivant en-dessous de la ligne de pauvreté de 33.7%. De la même manière, au Mozambique, une augmentation du nombre de femmes adultes qui complèteraient l'école primaire d'une unité par ménage conduirait à une réduction de la proportion de la population vivant au-dessous de la ligne de pauvreté de 23.2%.

Un autre aspect important du capital humain est le capital social ou les liens qu'un individu entretient avec d'autres individus, la société civile et d'autres groupes. Une étude sur le capital social au KwaZulu dans la Province Natal en Afrique du Sud indique que la participation aux réseaux est importante pour le bien-être des ménages. Les réseaux masculins ont tendance à être plus importants pour sortir les ménages de la pauvreté tandis que les réseaux féminins empêchent la pauvreté du ménage d'empirer en cas de problème.

Sources : G. Datt et D. Joliffe, "The Determinants of Poverty in Egypt," (Les causes de la pauvreté en Egypte) IFPRI, Washington, D.C., mimeo, 1998; G. Datt, K. Simler, et S. Mukherjee, "The Determinants of Poverty in Mozambique," (Les causes de la pauvreté au Mozambique), IFPRI, Washington, D.C., rapport final, 1999; C. Cross, "Social Capital in KwaZulu Natal: A Qualitative Study," (Le capital social au KwaZulu Natal: une étude qualitative), miméo, IFPRI, Washington, D.C., 1999.

4 Augmenter les actifs des femmes accroît les investissements en éducation et améliore la santé des filles.

La recherché de l'IFPRI au Bengladesh, en Ethiopie, en Indonésie et en Afrique du Sud indique que, bien que les femmes apportent moins de biens que les hommes lors de leur mariage, ces biens jouent un rôle important dans les décisions des ménages, surtout en ce qui concerne l'allocation des dépenses pour l'éducation et les vêtements des enfants. Dans ces quatre pays, la part du budget alloué aux dépenses d'éducation augmente lorsque les actifs sont aux mains des femmes. Même dans les sociétés patriarcales comme au Bengladesh où les hommes contrôlent la plupart des ressources,

Les recherches récentes menées par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) confirment le rôle essentiel des femmes dans la production alimentaire, la gestion des ressources naturelles, la formation des revenus et comme garantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des ménages. Huit résultats de cette recherche basée sur l'analyse d'enquêtes au niveau des ménages, ainsi que trois groupes de recommandations concevoir et mettre en place des politiques alimentaires plus efficaces, sont présentés ici.

les biens des femmes et des hommes ont un impact différent sur le bien-être des ménages. Lorsque les actifs sont aux mains des femmes, les dépenses pour l'éducation et les vêtements pour les enfants augmentent et la santé des filles s'améliore.

Sources : A. Quisumbing et J. Maluccio, "Intrahousehold Allocation and Gender Relations: New Empirical Evidence from Four Developing Countries," (Répartition des ressources intra-ménage et relations entre les sexes: nouvelle évidence empirique de quatre pays en développement), FCND Discussion Paper 84, IFPRI, Washington, D.C., 2000; A. Quisumbing et B. de la Brière, "Women's Assets and Intrahousehold Allocation in Bangladesh: Testing Measures of Bargaining Power," (Les actifs des femmes et la répartition intra-ménage: mesurer le pouvoir de négociation), FCND Discussion Paper 86, IFPRI, Washington, D.C., 2000.

5 La moitié de la réduction de la malnutrition infantile est due à l'éducation des femmes et à leur statut au sein du ménage.

IFPRI a récemment examiné les facteurs qui, entre 1970 et 1995, ont contribué à une réduction de 15% de la malnutrition infantile dans le monde et a démontré que 43% de cette réduction étaient dus à l'augmentation de l'éducation des femmes, de loin le facteur le plus important. Douze pour cent étaient dus à une amélioration du statut des femmes tandis que la disponibilité de produits alimentaires, le deuxième facteur en terme d'importance, mais loin derrière l'éducation des femmes, en expliquait 26%.

Peut-on expliquer le taux de malnutrition plus élevé en Asie du Sud par le statut moins favorable des femmes dans cette région? IFPRI est en train de mener un projet de recherche à l'aide de données démographiques et de santé pour plus de 150,000 femmes dans 40 pays. Jusqu'à présent, la recherché indique que les femmes ont tendance à être moins éduquées que leurs maris, la différence la plus large se trouvant en Asie du Sud et la plus faible en Amérique Latine. La préférence pour les garçons est la plus grande en Asie du Sud et la plus faible en Amérique Latine et c'est sur ce dernier continent que les fils reçoivent le traitement le plus préférentiel en terme de médecine préventive. Ces résultats suggèrent que la préférence pour les fils pourrait être plus grande dans les pays où les femmes jouissent d'un statut inférieur.

Source : L. Smith et L. Haddad, Explaining Child Malnutrition in Developing Countries: A Cross-Country Analysis, (Expliquer la malnutrition infantile: une analyse croisée entre les pays), Rapport de Recherche 111, IFPRI, Washington, D.C., 2000.

6 En terme de santé, les femmes d'Asie du Sud sont toujours désavantagées par rapport aux hommes tandis que c'est l'inverse qui se produit en Afrique sub-saharienne. Cette différence est due à l'importance relative des garçons et des filles dans ces 2 régions.

En nutrition, c'est en Asie du Sud que la préférence pour les hommes est la plus évidente. Celle-ci trouve son origine dans le système de la dot qui exige que les parents paient le futur époux pour qu'il accepte d'épouser leur fille. En Afrique sub-saharienne où ce sont les hommes qui doivent payer pour avoir le droit d'épouser les filles, celles-ci sont généralement mieux nourries que les fils. En général, dans le monde en développement la différence d'accès aux soins de santé entre les hommes et les femmes est plutôt minime, sauf pour l'Asie du Sud où il existe une grande préférence pour les hommes. Sur le sub-continent indien, les taux de mortalité sont plus élevés pour les filles que pour les garçons, et résultent, avec 950 à 970 femmes pour 1000 hommes, en un excédent d'hommes.

Source : L. Haddad, C. Peña, C. Nishida, A. Quisumbing, et A. Slack, "Food Security and Nutrition Implications of Intrahousehold Bias: A Review of Literature," (Sécurité alimentaire et nutrition: conséquences des préférences intra-ménage), FCND Discussion Paper 19, IFPRI, Washington, D.C., 1996.

7 De bons soins maternels peuvent contrecarrer les effets de la pauvreté et du manque d'éducation sur la nutrition infantile.

Sur la base d'un échantillon de 475 ménages à Accra au Ghana, la recherché menée par IFPRI indique que les soins maternels ont un large effet positif sur le statut nutritionnel des enfants. Un peu moins des trois quarts des mères de l'échantillon n'avaient pas reçu d'éducation secondaire. Pour ce groupe, une amélioration des soins maternels a amené les rapports âge/poids des enfants de familles défavorisées au niveau de ceux de familles plus riches ou de familles où les mères étaient allées à l'école plus longtemps. Ce résultat suggère que former les mères de milieu pauvre et peu éduquées en techniques optimales d'alimentation infantile et sur l'utilisation des services préventifs de santé améliorerait beaucoup le statut nutritionnel de leurs enfants.

Source : M. Ruel, C. Levin, M. Armar-Klemesu, D. Maxwell, et S. Morris, "Good Care Practices Can Mitigate the Negative Effects of Poverty and Low Maternal Schooling on Children's Nutritional Status: Evidence from Accra," (Des soins appropriés peuvent réduire les effets négatifs de la pauvreté et du manque d'éducation des mères sur le statut nutritionnel des enfants: Evidence d'Accra), FCND Discussion Paper 62, IFPRI, Washington, D.C., 1999.

RÉSULTATS *(CONTINUATION)*

8 Lorsque la nourriture et les nutriments sont répartis au sein des ménages, les femmes sont désavantagées.

IFPRI a récemment mesuré la répartition de la consommation alimentaire au sein des ménages ruraux du Bangladesh et l'a trouvée inégale. La préférence allait aux enfants pré-scolaires, spécialement les garçons, qui recevaient une quantité disproportionnée de produits carnés et de poisson. Les femmes adultes recevaient, elles, moins que leur part. Alors qu'elles utilisaient proportionnellement plus d'énergie (sous forme d'aliments) que les jeunes enfants, elles consommaient une quantité identique de viande et de poisson. Ce résultat est préoccupant car les besoins des femmes en fer et autres micro-nutriments sont bien supérieurs à ceux de jeunes garçons. En terme de répartition alimentaire, les hommes n'étaient pas désavantagés comme les femmes.

Sources : IFPRI, Bangladesh Institute for Development Studies, and the Institute of Nutrition and Food Science, "Commercial Vegetable and Polyculture Fish Production in Bangladesh: Their Impacts on Income, Household Resource Allocation, and Nutrition," (Légumes commerciaux et polyculture du poisson au Bangladesh: leurs répercussions sur les revenus, l'allocation des ressources au sein des ménages et la nutrition), rapport final, IFPRI, Washington, D.C., 1998; K. K. Hallman, "Mother-Father Resource Control, Marriage Payments, and Girl-Boy Health in Rural Bangladesh," FCND Discussion Paper 93, IFPRI, Washington, D.C., 2000.

Un grand nombre des références indiquées dans cette brochure peuvent être téléchargées du site internet d'IFPRI à l'adresse suivante : http://www.cgiar.org/ifpri/divs/fcnd/dp.htm.

TROIS RECOMMANDATIONS

1 Réformer et faire le suivi des institutions légales, sociales et culturelles afin d'améliorer le statut des femmes.

Les institutions légales, sociales et culturelles, et plus particulièrement la législation du divorce, les droits sociaux et les programmes de transfert ainsi que les droits de propriété qui permettent aux femmes d'obtenir un titre de propriété foncière individuel ou conjoint, doivent changer afin de créer un environnement où les femmes peuvent développer pleinement leurs potentiels.

Un suivi de ces changements, y compris de la répartition des dépenses entre hommes et femmes au sein du gouvernement, peut aider à renforcer le processus de réforme et rendre les décideurs et la société civile plus conscients.

2 Concevoir des programmes sur l'agriculture, l'alimentation et la nutrition plus novateurs.

Un nouveau groupe de projets gouvernementaux utilise des approches novatrices pour améliorer le rôle des femmes en temps que garantes de la sécurité alimentaire. Le projet PROGRESA au Mexique fournit aux familles pauvres des services de santé, de nutrition et d'éducation intégrés et les femmes bénéficient directement des transferts monétaires. Le programme « Nourriture pour l'éducation » au Bengladesh utilise des rations de blé comme revenu supplémentaire pour libérer les enfants des obligations familiales et leur permettre d'aller à l'école. Ce programme a permis d'augmenter le nombre d'enfants scolarisés, particulièrement chez les filles.

3 Concevoir des projets plus sensibles aux conditions de vie des hommes et des femmes.

L'expérience des 15 dernières années suggère que les projets traditionnels sensibles aux besoins des femmes sont la meilleure façon de répondre à ces besoins et d'améliorer le statut socio-économique des femmes. Les projets devraient être conçus pour bénéficier aux femmes par le biais d'une augmentation de leur productivité et de leurs revenus comme pour les hommes. Une analyse de 271 projets de la Banque mondiale par l'IFPRI montre que lorsque les projets répondent aux besoins des hommes et des femmes, leur durabilité augmente de 16%. Les planificateurs de projets et les décideurs doivent réaliser que la question centrale n'est pas d'aider les femmes mais d'aider les hommes et les femmes. Des projets plus efficaces ne peuvent se formuler qu'à travers une meilleure compréhension des différences et des relations entre les sexes.

Copyright © 2000 International Food Policy Research Institute. Tous droits réservés.